

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 35 (2008)
Heft: 1

Artikel: L'avenir de l'armée suisse : Christophe Keckeis: servir et disparaître
Autor: Eckert, Heinz / Keckeis, Christophe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912274>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Christophe Keckeis: servir et disparaître

Estimé et admiré par les uns, critiqué et désapprouvé par les autres Christophe Keckeis a quitté ses fonctions de chef de l'armée suisse à la fin de l'année passée. Entretien avec le commandant de corps sur la défense nationale et la Suisse. Interview: Heinz Eckert

REVUE SUISSE: *Est-il correct de supposer que le penchant de la population suisse pour l'armée s'est affaibli? La menace directe fait-elle défaut?*

CHRISTOPHE KECKEIS: Non, cette supposition est erronée. Plus de deux tiers des gens ont un avis positif sur l'armée. Mais il est vrai qu'une menace claire fait défaut; les risques et dangers actuels sont plus vagues et plus complexes et il est bien plus difficile de faire comprendre au peuple les nouvelles tâches de l'armée. Le terrorisme, la criminalité organisée sont aujourd'hui la principale menace dans le monde entier. Et ces affaires requièrent également les armées. Ce n'est pas parce que l'agression militaire typique fait défaut que tout danger est écarté.

Et que fait-on contre cela?

Nous devons mieux informer et avons à nouveau besoin d'un discours sur la politique de sécurité. Il est étonnant que chacun n'ait pas conscience que la Suisse tout entière est dépendante de la sécurité: les banques, les assurances, toute l'économie, en fin de compte, le bien-être de tout le pays. Cela doit faire l'objet d'une discussion. Il est étonnant que de très nombreux grands patrons de l'économie ne reconnaissent plus la valeur de l'armée. La sécurité est, pour tous, un bien précieux qui doit être protégé et préservé.

Les dirigeants économiques sont-ils également responsables du fait que la carrière d'officier n'est plus aussi attrayante pour l'avenir professionnel?

Pas seulement. Mais nombreux sont les CEO étrangers qui ne connaissent pas l'armée de milice suisse ni ne comprennent pourquoi leurs collaborateurs doivent toujours retourner à l'armée. Tout homme qui ne peut pas travailler en raison du service est considéré comme une perte.

Cela signifie-t-il que le système de milice ne convient plus aux exigences actuelles?

Non, absolument pas. J'adhère pleinement au système de milice et espère vraiment que nous pourrions le conserver. Comme la so-

ciété suisse tout entière se retrouve ainsi dans l'armée, le niveau de formation est très élevé. En outre, l'armée de milice est nettement plus avantageuse qu'une armée professionnelle et a en général un meilleur niveau, car elle ne se compose pas uniquement de gens qui ne peuvent rien faire d'autre que le métier de soldat.

Qu'en est-il de l'aptitude au service des jeunes conscrits? Est-il exact que toujours moins de jeunes hommes satisfont aux exigences?

Non, il s'agit encore d'un message erroné qui revient toujours dans les médias. Le taux d'aptitude est en effet remarquable. En 2005, il se montait par exemple à 61%, l'année passée il était même un peu supérieur. À cela s'ajoutent les quelque 18% de jeunes qui effectuent le service civil. Ce qui nous préoccupe, ce sont les différences énormes entre divers cantons. Tandis qu'en Suisse centrale et dans le canton d'Appenzell près de 80% des appelés sont aptes au service, des villes telles que Bâle se situent bien loin en dessous de la moyenne.

En 2003, vous vous êtes vu confier l'application du plan directeur de l'armée. Qu'êtes-vous parvenu à réaliser et qu'est-ce qui n'a pas abouti?

La plus grande réforme de l'armée de tous les temps est derrière nous et nous avons atteint 80% des objectifs fixés. Et les 20% restants sont des défis clairement identifiés que nous devons encore relever dans les prochaines années. Pour moi, l'important est que tous les engagements aient été menés à bien. Nous avons par exemple fait des progrès remarquables en matière de recrutement et nous avons amélioré l'analyse de la sécurité. Pour des raisons financières, nous n'avons pas pu augmenter l'effectif des militaires de carrière, ce qui fut fatal. Financièrement, nous sommes très loin du compte. Il nous manque chaque année 600 millions de francs, mais nos tâches n'ont pas changé.

Vous avez dit que l'armée suisse ne serait pas parée pour affronter une situation de crise. Qu'entendiez-vous par là?

Cette déclaration a également été diffusée de façon imprécise. J'ai dit que l'armée suisse n'était aujourd'hui pas prête pour une guerre conventionnelle. Mais ce n'est pas une nécessité et cette constatation s'applique à toutes les armées européennes. En Suisse aussi nous devons finir par comprendre que l'armée a aujourd'hui d'autres tâches que pendant la Seconde Guerre mondiale et cesser enfin de rêver aux chars et aux canons d'artillerie. Aujourd'hui, nous ne devons plus défendre les frontières nationales contre des ennemis. En revanche, pour toutes les autres tâches, l'armée suisse est en forme.

Et quelles sont ces tâches?

Il peut s'agir de troubles à l'intérieur du pays, de manifestations, d'émeutes ou de terrorisme, comme c'est toujours le cas également dans les autres pays. L'armée doit, dans certaines situations, assister la police ou pouvoir assurer certaines de ses tâches. Par exemple lors de mandats de sûreté sectorielle. Pensez simplement au fait qu'aujourd'hui, en raison des actes de violence croissants, on ne peut plus jouer au football sans problème. L'Euro 08 nous place aussi face à de grands défis.

Vous avez sans cesse été critiqué à propos des engagements des soldats suisses à l'étranger.

Les politiciens aussi oublient souvent que ces engagements à l'étranger font partie intégrante de la Constitution fédérale. Il est également, selon les valeurs fondamentales de notre armée, de notre ressort d'engager des soldats dans des bataillons à l'étranger dans le cadre de mesures de sauvegarde de la paix.

Vous êtes-vous parfois senti abandonné par les milieux politiques?

En tant que premier soldat du pays, je suis conscient du primat de la politique et je dois accepter les décisions du Parlement. Toutefois, que le crédit d'armement ait été réduit la première année suivant la réforme n'a pas facilité les choses. La discussion sur les mu-

nitions de poche et les armes d'ordonnance personnelles n'est pas bonne pour l'armée. Dans ces deux cas, on fait de l'armée le bouc émissaire d'un problème qui est en fait de nature sociale.

Les avis sur l'armée divergent fortement. Les uns aimeraient la supprimer, les autres souhaiteraient encore une armée comme pendant la Seconde Guerre mondiale.

C'est précisément la raison pour laquelle nous avons à nouveau besoin de toute urgence d'un discours sur la politique de sécurité, qui nous a manqué ces dernières années. En Suisse, nous avons perdu le sentiment relatif à la production de sécurité et en bon nombre d'endroits, nous refusons de voir la situation sous son vrai jour. Nous ne sommes pas une île et nous pourrions aussi bien être la cible de terroristes que d'autres pays. Mais nous ne voulons tout simplement pas l'admettre. Nous allons encore et toujours trop bien et notre regard est souvent un peu décalé. Lorsque je suis pour la tolérance zéro à l'égard des fumeurs de joint dans l'armée, on me critique au motif que cela en ferait aujourd'hui partie. Je ne comprends pas cela.

On vous a également reproché de vouloir internationaliser et détruire l'armée suisse.

Oui, et à ce propos, j'ai toujours agi uniquement dans le sens des décisions politiques ou conformément aux missions stipulées par la Constitution. Ainsi, ce n'était pas mon idée que de réduire l'effectif – qui comptait autrefois 800 000 soldats – à 220 000 actuellement. Le fait que je sois là à ce moment n'est qu'une partie de l'histoire.

Les principales discussions naissent toujours lors de l'achat d'avions de combat. La Suisse a-t-elle véritablement besoin d'une armée de l'air?

Oui, nous sommes nous-mêmes responsables de notre espace aérien, nous devons le protéger et le surveiller et pour ce faire nous avons besoin d'avions.



Rompez! Le commandant de corps Christophe Keckeis.

Et où devra être conservé le fusil d'assaut à l'avenir?

Si quelqu'un est tué avec une arme d'ordonnance, ce n'est pas un problème de l'armée, mais un problème de société. La décision doit faire l'objet d'une longue réflexion. Si le Parlement en discute au printemps, la complexité du problème ne doit pas être sous-estimée. Pensez aux associations de protection ici et là dans le pays et au problème d'organisation auquel l'armée serait confrontée si les fusils d'assaut devaient être conservés dans les arsenaux. Nous n'aurions pour cela ni la place, ni le personnel, ni l'argent. Cela coûterait des millions. Nous devrions réfléchir davantage aux autres mesures qui pourraient être prises.

À quoi pensez-vous?

La perte de discipline qui se répand dans la vie civile ne doit en aucun cas gagner encore plus l'armée. Il faut à nouveau exiger des soldats une discipline stricte. Ensuite, il faut également se demander si la protection des données ne doit pas être appliquée de manière plus souple. Nous devrions savoir quels soldats ont des antécédents judiciaires – et pourquoi – afin qu'ils puissent être traités en conséquence. Aujourd'hui, nous ne pouvons savoir du passé criminel des soldats que selon quel article de loi ils ont été jugés et quelle peine ils ont purgée. J'ai été étonné du nombre de soldats qui ont actuellement des antécédents judiciaires.

La discipline dans l'armée en général a-t-elle souffert?

Aujourd'hui, on téléphone partout et à tout moment, on écrit des SMS, l'esprit du corps d'armée a souffert et les soldats sont davantage intéressés par leur propre personne que par le groupe. De nombreux commandants sont aussi beaucoup trop souples et exigent trop peu de discipline. L'armée de milice est pour ainsi dire un miroir de la société. Il faut à nouveau exiger plus de discipline. Vous ne pouvez imaginer combien de réclamations je reçois sans arrêt du peuple, parce que des soldats s'habillent de manière négligée ou se comportent de façon indécente en public. Il en découle immédiatement l'impression que ces jeunes hommes effectuent aussi leur travail dans l'armée avec autant de négligence. Et c'est tout simplement faux. Le travail est très bien réalisé partout. Mais la perte de discipline ternit l'image de l'armée.

Qu'allez-vous faire après votre démission?

Tout d'abord je vais faire de nombreux et longs voyages. Je n'en ai pas eu le temps ces dernières années. Le premier voyage me mènera en Patagonie, le deuxième en Namibie et au Zimbabwe, puis j'irai en Mongolie et en Chine. Ensuite, j'examinerai calmement les mandats qui m'ont été proposés. Mais ma devise est «Servir et disparaître». Je laisserai à coup sûr mes collègues continuer à travailler en paix.